

Étaient représentées : Rennes – Redon – Morlaix – Lannion – Lorient - Douarnenez – Blain – Bain de Bretagne et Avessac, ainsi qu'Utopia 56.

Étaient excusées : Saint-Nazaire - Caen – Brest.

Tour des villes

Rennes :

- Permanence juridique : difficultés récurrentes pour obtenir des rendez-vous. Pour une demande de titre de séjour, le délai peut être de 2 ans ! L'accord avec la Préfecture d'envoyer tous les 15 jours la liste des demandes sans réponse est toujours d'actualité.
- Collectif Sans Papiers – Actions : cet été, le camping des Gayeulles a été occupé puis dégagé récemment. 350 personnes dont beaucoup d'enfants s'y étaient installées. La répression de la préfète a été particulièrement violente : déploiement de moyens surdimensionnés, contrôles d'identité à 6h du matin, 4 arrestations ...: c'est une première agression de militants. Les personnes se réinstallent dans la clairière proche ou dans le squat Extramadure de 9000 m2 qui a été réquisitionné.

Un rassemblement est prévu mercredi 25 à 12h30 devant la Préfecture Beauregard pour demander la démission de la préfète. (voir mail de Gabrielle du 21 septembre). Samedi 28/09 rassemblement Place de la République à 15h, organisé par l'inter-orga de Rennes « Un logement pour tous », l'accueil inconditionnel.

Redon :

Le CAO installé à Redon accueille 5 familles. En début d'été, 3 familles ont reçu le rejet de leur demande d'asile de la CNDA et ont dû quitter leur logement (2 familles géorgiennes et une, arménienne ; deux sont en cours de demande d'un titre de séjour « Etranger malade »). Nous hébergeons et aidons ces nouvelles familles.

Une quinzaine de jeunes dont 5 migrants ont marché le long du canal pendant 3 semaines, pour la défense des migrants. Le bilan est très positif et nous nous attachons à communiquer au niveau local pour démolir les fausses idées sur les migrants.

Saint-Nazaire :

Une action d'information et sensibilisation a été menée envers la population nazairienne en mai-juin 2019 sur la situation des déboutés d'asile, sous le coup d'expulsion de leur

logement CADA (distribution large de tracts, lettres aux élu-e-s ...) . Cela concernait une vingtaine de familles pour notre ville de 72 000 hab.

Nous accompagnons ces familles jusqu'à recours en Tribunal Administratif. À ce jour, 2 familles ont obtenu partiellement raison, le juge demandant à la préfecture de leur proposer un relogement avant l'expulsion. L'une d'entre elles est déjà relogée par le SIAO, l'autre est dans le parcours. En tous les cas, aucune famille n'a été expulsée encore, une d'entre elles ayant décidé de partir avant l'intervention de la police. La préfecture ne semble pas mettre à exécution ses mises en demeure en demandant autorisation au T.A. Mais dans ce cas, nous faisons intervenir un avocat systématiquement.

Nous constatons de plus en plus de familles à la rue.

Morlaix :

Une étudiante Sreynov, travaillant sur les conséquences de la loi Dublin 3 sur les personnes, était présente.

- Depuis récemment, un refus de l'OFPPRA entraîne automatiquement une OQTF.
- Interpellation des élus qui prennent position par rapport au préfet et constitue un poids ... même si il reste léger.
- Quand leur majorité est atteinte, les élèves se voient refuser des contrats d'apprentissage : un article dans la presse dénonce ce fait.

Lannion :

- action : cet été, le collectif a empêché des familles expulsables de partir et ce combat continue. Le 12 août une manifestation a rassemblé 150 personnes : un beau succès qui pousse à aller plus loin.
- Recherche de locaux à occuper. Le groupe a mené une réflexion sur le fait de ne pas se substituer à l'administration (État, Conseil départemental, Intercommunalité, mairie ...) quant à la problématique du logement et/ou au relogement des migrants.

Lorient :

Une antenne Utopia 56 est ouverte à Lorient : 7/8 bénévoles et un coordinateur.

L'association « Bienvenue sur le Pays de Lorient » propose des appartements pour que personne ne soit à la rue : reloger et faire pression.

Utopia 56 travaille avec MSF sur la question des mineurs à la rue. Le projet est d'étendre ces actions sur Lorient. MSF (Corinne Torre) travaille sur la rédaction d'un plaidoyer sur la situation des MNA et projette d'étendre la recherche à tout le territoire français.

Douarnenez :

- l'action d'information dans les lycées et collèges sur la situation des MNA est en stand by du fait de l'organisation dans les établissements scolaires et c'est regrettable
- fonctionne une permanence d'entraide administrative pour étrangers et autres. Des actions sont prévues près de la Mairie.
- Le 29 septembre sera une journée du migrant et du réfugié, en lien avec des mouvements catholiques.
- Une entreprise projette d'accueillir en milieu professionnel des personnes sans papiers.
- Le festival de cinéma est un temps fort : 1400 € ont été récoltés sur les consignes des gobelets. Un « die-in » sur la plage a eu un important retentissement.
- Beaucoup d'habitants se mobilisent pour l'hébergement et beaucoup de demandes d'accueil dans l'urgence. 95 adhérents en 2018 et 20 cette année : une réorganisation est nécessaire.

Blain :

- Blain Sans Frontières accueille 4 familles : 1 demandeuse d'asile, 3 déboutées dont 1 avec OQTF. Difficultés à assurer un suivi juridique.
- Une HUDA s'est mise en place en juillet : accueil de 20 personnes, 3 salariés. Cette implantation s'est faite sans concertation avec le local. BSF a été sollicité pour des cours de français. Cette UDA est gérée par « le Val des Eaux Vives ». 1/3 dublinés, 1/3 en procédure d'urgence et 1/3 en procédure classique. Chaque jour, ces personnes doivent se rendre à Nantes. L'éloignement pose problème.

Bain-de-Bretagne :

Pour la 1ère fois présents à la Coord. L'association s'est créée en 2016. Un CADA a été implanté avec 5 appartements. Très vite, une famille a été déboutée et se retrouvait sans solution d'hébergement. Une solution a été trouvée en accord avec la mairie, l'asso payant les fluides. Une seconde famille venant d'Angola s'est retrouvée dans la même situation ... etc ... Le groupe s'interroge sur le fait de continuer les hébergements, les limites des actions, le rôle de l'association. Ces personnes accueillies n'ont pas de perspective, pas de possibilité de travailler ... Elles sont isolées et doivent régulièrement aller à Rennes, ce qui est très lourd pour les bénévoles, au début 45 et aujourd'hui une dizaine ...

Brest :

- Les permanences de l'Adé ne désemploient pas ! Beaucoup de monde à venir d'autant plus cet été et début d'année que d'autres perm' associatives n'assuraient pas d'accueil sur cette période. Par ailleurs notre perm' commence à être bien connue et plusieurs associations et institutions nous envoient du monde.

- C'est un peu un "problème" quand même car cela fait des permanences très longues qui se finissent vraiment tard le soir (entre 22H30 et 23H30) ! Et la longueur de l'accueil et du débriefing que nous faisons systématiquement après fait qu'on a pas toujours le temps (ou l'énergie...) de parler d'autres sujets !!! Bref, si vous connaissez des gens du Finistère qui veulent se lancer sur le soutien, alors vraiment n'hésitez pas à faire de la pub (c'est les jeudis soirs à partir de 18H30 en centre ville de Brest) !

- Un truc qui marche bien par contre et commence à bien s'installer c'est la réunion avec les avocates locales (on en a déjà parlé à la coord) : tous les deux ou trois mois on organise une rencontre avec elles pour aborder non pas plus les situations individuelles des personnes qu'on reçoit les jeudis que les blocages sur lesquels on bute dans nos accompagnements. Les pratiques préfectorales sont également abordées : à la dernière rencontre ils-elles ont parlé du problème du renouvellement des récépissés (qd il faudrait l'obtention d'un CST) ; des délais de RDV pour faire un dépôt de demande ; des délais de réponses aux demandes de régularisation ; des exigences de passeport pour faire une demande... etc...

- Et alors y'a spécifiquement un problème à la préfecture sur les refus implicites des demandes de régularisation (y'en a énormément dans les gens qui viennent aux permanences) et il y a l'idée/l'envie de faire sur ce sujet une action collective avec les autres structures finistéennes : affaire à suivre donc. Et sinon, des camarades de Rennes devraient venir nous donner un coup de main juridique en nous proposant un soir en semaine une formation juridique sur l'application de la loi Collomb et ça, ça serait vraiment chouette !!!

Avessac :

Il y a 3 ans, Avessac Sans Frontières accueillait 5 familles déboutées. Aujourd'hui, le CADA a fermé et ASF accueille 2 familles en attente de régularisation par le travail.

-
- 1) Est-ce que la Coordination soutient la manif du samedi 28 septembre à 15H, place de la République à Rennes, initiée par l'inter-orga de Rennes ?

Le mot d'ordre est l'accueil inconditionnel, un logement pour tous. Un tract est en

- préparation et nous sera envoyé. Il est décidé que la Coord soutiendra cette action.
- 2) Rassemblement mercredi 12h30 devant la Préfecture Beauregard à Rennes. Suite aux propos inacceptables de la préfète dans la presse, contrôles d'identité, arrestation de 4 personnes Il est proposé que chaque ville reprenne les mots d'ordre et en discute. Il n'est pas possible de laisser passer ce qu'a décidé la préfète par rapport aux Gayeulles et ses propos dans la presse (voir le mail de Gabrielle du 21/09).
 - 3) Les Finistériens constatent que les refus d'asile aboutissent très vite à une OQTF, pour les Albanais particulièrement. Les recours sont souvent perdus. Qu'en est-il dans les autres départements ? A suivre
 - 4) Yann d'Utopia 56 présente le projet de plaidoyer de MSF sur la situation des MNA (travail coordonné par Corinne Torre). Utopia lance un appel pour héberger. Beaucoup de dysfonctionnements sont constatés quant à l'hébergement. MSF a été décidé une remise à plat du dispositif. Le plaidoyer doit concerner toute la France. Il ressort des échanges que la dimension politique est incontournable.
 - 5) Gratuité des transports. L'idée est de lancer une lutte pour demander la gratuité des transports pour tous les précaires. Une commission est déjà créée au sein de l'inter-orga rennaise. La Coord décide de soutenir une revendication des transports gratuits pour tous les précaires (qui sont-ils?) . Le Conseil régional est l'interlocuteur privilégié et Lannion propose de rencontrer le délégué aux transports du CR Mr Lahellec.
 - 6) Travail avec les avocats. L'Adé de Brest a mis en place cette collaboration et le bilan est positif. A Rennes, il en est question depuis longtemps. Des tentatives ont été faites mais n'aboutissent pas ... A suivre ...
 - 7) Référés logement. On peut gagner lorsqu'ils concernent des demandeurs d'asile, vulnérables, très malades. Difficile d'avancer plus sur cette question ... Certains logements font l'objet d'un bail précaire, d'une convention signée entre une association reconnue et la mairie ou un bailleur social ... « Un toit c'est un droit » dispose ainsi de 30 logements qui tournent.
 - 8) La question de notre rôle en tant qu'association d'aide aux migrants a été débattue : dimension humanitaire / place du militantisme politique. Place des personnes concernées dans la lutte : pourquoi restent-elles souvent invisibles ? Ces questions restent ouvertes et il importe de prendre du temps pour en débattre lors des prochaines réunions.

Question diverses : l'existence de la Direction Interministérielle de l'Accueil et de l'Intégration des Réfugiés : DIAIR . Qu'est-ce donc ???

La nouvelle carte de paiement de l'OFII : un obstacle de plus pour les demandeurs d'asile.

A vos agendas :

Mercredi 25 septembre : rassemblement devant la Préfecture Beauregard à Rennes à 12h 30

- « Démission de la Préfète ».

Samedi 28 septembre : rassemblement , à l'appel de l'Inter-Orga de Rennes, Place de la République à Rennes à 15h « Un logement pour tous »

Lannion nous accueillera peut-être pour la prochaine réunion le samedi 30 novembre à 14h.